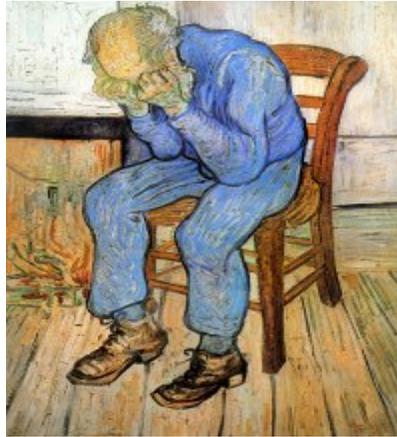


Fiche de lecture

Juillet 2017

Marcel Gauchet, *Comprendre le malheur français*

Stock, 2016 (paru en 2017 dans Folio actuel)



Vincent Van Gogh, *Le vieil homme triste*

Marcel Gauchet est historien et philosophe, rédacteur en chef de la revue *Débats*. Il réfléchit à l'évolution des Etats nations, de la démocratie et de nos sociétés face à la mondialisation, à la fin des religions et des autorités de référence, à l'avènement d'un libéralisme exacerbé et à l'importance grandissante des individus. Cette réflexion, sur fond de pessimisme (même si M. Gauchet refuse d'être classé parmi les déclinistes et soutient, à juste titre, que seul un constat lucide permet de reconstruire) lui vaut souvent d'être accusé d'épouser des thèses passéistes, voire d'être lui-même réactionnaire : il serait favorable au retour de la religion, de la famille traditionnelle, d'une démocratie centralisée, d'un Etat national et hostile aux droits des minorités. Il s'en défend, pour une part de manière convaincante : les transitions entre le passé et le présent l'intéressent et il étudie la manière dont les acquis du passé influent sur le présent.

Dans l'ouvrage « *Comprendre le malheur français* », il ne le fait pas de manière neutre. Il cherche des explications à la situation de la France. L'ouvrage est un dialogue, où il répond aux questions de ses interlocuteurs, commentant avec acuité la suite de choix qui a mené la France dans les difficultés où elle se débat aujourd'hui. L'ouvrage est souvent passionnant : il prend parti, parle vrai, réussit à donner des clefs. Il suscite aussi le malaise : sur les réfugiés et sur l'immigration (qu'il confond volontairement, évoquant une sorte de flot qui submerge), l'auteur flirte parfois avec des thèmes déplaisants et prend le ton du pamphlétaire qui ne démontre plus parce qu'il suffit, selon lui, d'ouvrir les yeux. Le plaisir se double alors d'un vrai trouble, d'autant que, dans tous les chapitres qui décrivent la société moderne, l'auteur oublie de prendre du surplomb pour adopter un ton déploratoire.

Parler du malheur français

Selon l'auteur, ce malheur existe et doit être pris au sérieux : déclin de la langue française, faiblesse de la place de la France dans le monde, conviction aussi que l'on n'y peut rien et que nul ne s'occupe de chercher des solutions. La France a, dit-il, mal négocié le tournant de la

mondialisation : il est vrai que toute son histoire est prise à contrepied par ce mouvement. Les élites françaises sont désormais perçues comme les alliés d'un mouvement de modernisation qui met à mal un modèle politique, social, culturel auquel le peuple est légitimement attaché, même si certaines réformes (mais pas un renoncement) serait acceptable. Le malheur dont traite l'ouvrage est donc celui du peuple : il est explicable, voire rationnel. Jusque dans les années 70, il existait une armature sociale, un sentiment d'appartenance, une conception de la famille fondée sur des obligations claires : la mondialisation a tout fait voler en éclats. L'Etat s'est affaibli et est devenu impotent, les économistes ont pris le pouvoir sur le politique, la morale de service public des hauts fonctionnaires s'est effondrée au profit d'une recherche de leurs propres intérêts. Les élites ont adopté un discours de mépris à l'égard d'un peuple qui ne parvient pas à s'adapter, l'accusant de se refermer sur lui-même. Elles cherchent à dépasser la France, par l'Europe, par la référence constante aux autres pays, par une économie et une finance devenues internationales. Elles y parviennent : de fait, l'économie n'est plus subordonnée à l'Etat. La débandade des grandes organisations (partis, églises) rend par ailleurs les hommes politiques dépendants des médias, avec toute la médiocrité qui s'ensuit. La période est une période de dépolitisation : une nouvelle idéologie libérale s'est imposée, très différente des idéologies radicales du XXe siècle, à laquelle les mouvements politiques (conservateur et socialiste) se sont adaptés vaille que vaille, en s'affaissant toutefois car ce nouveau credo altère leurs fondamentaux. La famille, affectée par l'émancipation féminine, s'est évaporée, le discours sur l'immigration et sa libre circulation génère de l'angoisse, de même que l'oubli d'une histoire commune. L'individualisme se développe, de manière débridée : les individus ne se vivent plus comme citoyens relevant d'un collectif, ils ne demandent plus aux politiques que de tenir compte de leurs intérêts privés dans leurs décisions. Cela contribue à une perte de sens puisque la démocratie semble avoir perdu tout pouvoir d'organiser un projet collectif. Il reste à espérer que, malgré l'abaissement de la qualité du personnel politique, de nouveaux dirigeants émergeront pour répondre aux aspirations.

L'histoire, grille explicative

La conviction fondamentale de l'ouvrage est d'abord que les évolutions historiques reposent sur des synthèses, qui parviennent à assimiler des traditions antagonistes dans un mélange cohérent, ensuite que le passé est toujours là : on ne peut pas s'en libérer par décret, dit-il.

Le « modèle français », qui a émergé avec la Révolution, est l'héritage de l'universalisme des droits de l'homme mêlé à celui de l'autorité de l'Etat qui nous vient de la monarchie absolutiste. En résulte notre conviction que le pouvoir absolu, quand il est guidé par le bien, est l'outil de réalisation du progrès, de la liberté, de la raison. Nous en avons gardé le souci de l'égalité, y compris sur le plan social, mais aussi le respect de l'autorité, l'invention également d'une nouvelle noblesse (les grands corps) choisie sur le mérite. Nous en avons gardé l'universalité mais aussi la notion de Nation, avec un territoire et une langue. Nous en avons gardé enfin la logique de l'honneur tel que l'explique d'Iribarne¹. En France, la Nation et l'Etat émergent de manière simultanée et la République s'est stabilisée (peu à peu, essentiellement sous la IIIe République) en garantissant l'ordre et en offrant des services publics. De Gaulle est au final, la synthèse la plus accomplie entre l'incarnation personnelle de l'autorité de l'Etat

¹ Philippe d'Iribarne, dans son ouvrage « La logique de l'honneur » (1989) soutient que le management doit tenir compte des traditions nationales. En France, les salariés travaillent par fierté professionnelle : des procédures de contrôle ou des obligations de « rendu-compte », efficaces dans d'autres pays, y sont mal acceptées.

et la souveraineté populaire, dans un âge d'or de « l'étatisme républicain » des années 45-70. Si l'on joint traditions colbertiste et jacobiniste, l'Etat représente un consensus : les conservateurs s'y retrouvent, les partisans du dynamisme économique aussi et les progressistes également. C'est après De Gaulle que la déconstruction commence, avec une deuxième gauche qui veut la « modernisation », qui s'attaque au jacobinisme, à la Nation, à l'Etat fort, à l'étatisme modernisateur (qui, il est vrai, connaît des échecs après des années de réussite) et dont toute la pensée sur l'Etat se résume à celle du new public management, sans recherche d'un nouveau modèle d'efficacité publique. Le citoyen (celui qui fait prévaloir l'intérêt général) est oublié au profit des intérêts privés et la République ne peut plus fonctionner que dans le vide. S'effritent en même temps les acquis de la laïcité, de l'école et de la culture, intimement liés à l'Etat.

La France changée

La France a été changée par les choix de Mitterrand et par l'Europe, non sans lien entre les deux. F. Mitterrand a avancé masqué, vers l'ultra-libéralisme, vers l'intégration européenne, sans jamais dire clairement les choses. La France se convertit parallèlement à la lutte contre l'exclusion (au détriment, dit l'auteur, de l'égalité Républicaine) et à la culture américaine. Mitterrand a déboussolé le pays, qui voyait la montée du chômage et de la pauvreté, et auquel on parlait pourtant intégration européenne, création d'une monnaie nouvelle, dérégulation et libéralisme. La cassure avec le peuple, annoncée dès 2012, se fera jour nettement en 2005, lors du référendum sur la Constitution européenne. Ensuite, de Sarkozy à Hollande, le personnel politique a renforcé les difficultés françaises en ne traitant aucune question importante.

L'ouvrage se centre en partie sur l'Europe, responsable final de l'impasse où nous nous nous trouvons : il n'a pas de mots assez durs pour Monet, pour la fuite en avant de Mitterrand sur des thèmes dangereux, surtout celui de la monnaie unique, sur la lâcheté des successeurs, conscients pourtant de l'absurdité des choix mais incapables d'une parole anti-européenne. L'Europe selon lui, c'est la fin du politique, le contraire de la démocratie, l'avènement du commerce comme seule boussole, une organisation profondément bureaucratique, la réunion de pays au passé et à la culture hétérogènes en un ensemble qui ne promeut que le libéralisme, incapable d'avancer et incapable de se séparer, un discours incantatoire qui méconnaît la réalité. Les peuples, qui le voient, pensent aussi que l'on ne peut pas en sortir, d'où leur désespoir. La situation ne peut pas durer : à un moment donné, le débat politique reprendra le dessus et l'Europe s'écroulera.

En conclusion, les erreurs politiques majeures sont celles qui rompent avec le passé de manière violente, qui ne s'ancrent pas dans la tradition d'un pays, qui ne respectent pas non plus les règles du débat politique : elles conduisent dans une impasse. Nous sommes à ce moment critique où l'on attend un personnel politique apte à remettre de l'ordre, à adapter les principes républicains à la nouvelle société et à unir à nouveau économie et politique.

Regard final

L'ouvrage indique dans ses dernières pages qu'il faut prendre acte de ce que la France ne sera plus jamais une grande puissance, sans pour autant oublier qu'elle l'a été : il faut pour la

réformer tenir compte de sa singularité. La France s'est construite grâce à l'Etat nation. Tous les problèmes qu'elle a à traiter (question écologique, migrations, dérèglements du capitalisme financier, régime démocratique, mode de formation de son élite pour éviter les effets de caste) sont des questions politiques. Elle a quelque chose à dire sur ces sujets. L'ouvrage a raison de le rappeler.

Quant à l'essentiel du propos, partagé entre une volonté d'explication et une lamentation récurrente, il suscite des sentiments mitigés.

Le ton est péremptoire : même si le propos est complexe, parfois nuancé, et tient compte de certaines ambivalences, l'auteur tranche de tout, il dit sa vérité et, comme celle-ci est assez simple et plutôt violente, elle peut paraître évacuer le débat. Les interlocuteurs n'émettent pas de vraies objections : quand ils en formulent, c'est pour que l'auteur précise ou complète sa pensée. De plus, l'auteur brasse large, traitant de siècles entiers : le plaisir des synthèses est parfois un peu gâché par un sentiment d'approximation, d'oubli de contre-arguments évidents.

La plupart du temps toutefois, l'analyse est convaincante, pertinente, y compris quand elle montre que l'histoire et la culture d'une nation comptent bien plus que l'on ne se l'imagine.

Elle reste cependant irritante : le constat de l'évolution de la France, de sa société, de sa perte de repères dans une mondialisation qu'elle ne comprend pas et qui, à vrai dire, n'a pas de sens autre que mercantiliste est à la fois très juste et caricatural. Très juste bien sûr : une société ne peut pas vivre sans lien social, sans projet collectif, sans référence au politique et à l'intérêt commun, avec des partis qui s'effondrent et le sentiment qu'il n'existe plus d'avenir. Or, nous y sommes et il va falloir s'en dépêtrer. Mais chez Marcel Gauchet, le récit est celui de la « grande catastrophe » au sens biblique du terme, où le ciel devient absolument noir, alors que, comme toujours, il existe, dans cette société présentée comme complètement défaite, des débats, des diagnostics, des regrets, des résistances et des forces de proposition. Ici tout est présenté sur le mode déploratoire, les élites sont avides de lucre et méprisent le peuple, les citoyens ne font que réclamer en oubliant tout sens du collectif, les politiques sont médiocres, les journalistes essayent (quelle rigolade) de réfléchir et les intellectuels ressemblent à B-H Levy. Jusqu'aux femmes qui ne pensent qu'à elles... Tout cela est horripilant. Le débat de fond vaut mieux qu'un pareil traitement, qui fleure bon le déclinisme de papa.

Parfois aussi, l'ouvrage met franchement mal à l'aise.

Un de ses thèmes de prédilection est ainsi l'opposition élites/peuple, poussée à la caricature : les élites ne veulent pas voir la réalité, elles se bercent d'incantations et d'illusions, elles captent les avantages du système, elles ont oublié toute culture au profit d'un mercantilisme éhonté et d'un économisme simpliste, elles ne comprennent plus rien des réalités qui construisent le monde, comme les nations et la religion. Le peuple, parce qu'il est confronté à la réalité, est lucide : c'est de son malheur que l'ouvrage traite. Les élites sont heureuses parce qu'elles sont gavées et sottes (elles croient détenir des solutions qui ne solutionnent pourtant rien) et ne comprennent pas la tragédie en train de se jouer. La présentation caricaturale de cette césure entre des élites incapables de lucidité et un peuple clairvoyant,

nécessairement simplificatrice, devient particulièrement pénible s'agissant de l'immigration. La seule chose (reconnaissons qu'elle est essentielle) qui différencie alors l'auteur d'un Zemmour est qu'ici celui-ci cherche, au « problème de l'immigration », une solution permettant d'aller vers la paix civile et la cohésion : sinon, c'est le même discours simpliste sur la « spécificité » de l'Islam, au fond inassimilable, contrairement aux autres religions, Islam qui n'est pas « en retard » (comme l'était, sur tous les sujets de société, le catholicisme il y a encore 50 ans) mais une religion si puissamment dogmatique et si hostile à la vérité et au débat (les autres n'étaient pas telles ?) qu'elle en est dangereuse. C'est le même discours sur le problème du « vivre ensemble » avec les immigrés (mais lequel ?), le caractère insupportable du voile, face auquel les élites ont renoncé à défendre la laïcité, sur des immigrés qui ne veulent plus s'assimiler (rien n'est dit sur le rejet dont ils sont l'objet), ce sont les mêmes références à la démographe Michèle Tribalat dont les choix sont connus...et les mêmes sous-entendus sur l'incapacité à comprendre le terrorisme quand on n'ouvre pas les yeux : l'auteur se moque des « causes sociales » évoquées (il a raison de souligner leur insuffisance). Les vraies causes selon lui sont religieuses, ce qui, quand on regarde le profil des terroristes, est tout aussi simpliste. Les élites sont même accusées de voir de la xénophobie et du racisme dans le vote en faveur du Front national (!) alors que ce ne serait qu'un vote protestataire contre leur imbécillité...

Il en est de même dans l'opposition constante, systématique, récurrente, entre les individus et le collectif.

Il faudrait mettre plus de subtilité dans ces oppositions, qui ont un côté facile de dénonciation du délitement actuel : le fond de vérité ne doit pas conduire à la généralisation des anathèmes.

La grande différence avec la pensée des Zemmour ou, soyons plus indulgent, des Finkelkraut, est que le livre en appelle à une synthèse, dont les contours ne sont pas toujours précis, entre notre modèle traditionnel et les impératifs des sociétés modernes. Il se rachète ainsi, car, sur ce point, il a raison : il faut comprendre les ressorts de ce que nous sommes, nous, Français, pour savoir ce que nous pouvons devenir.